



EDITO

Le Collectif continue et édite son deuxième bulletin. Des réunions se sont succédées tout au long de ces mois pour approfondir la réflexion sur différents thèmes: **fascisme, identité et confusionnisme.**

Fascisme d'abord car le premier bulletin a suscité quelques réactions de jeunes laissant entrevoir une certaine inculture sur ce qu'est et fut le fascisme. De plus il est apparu aussi dans les discussions que l'usage ordinaire du mot recouvrait des choses très diverses et qu'il était donc nécessaire de préciser ces concepts.

Identité ensuite car ce qui peut apparaître comme une chose simple est en fait complexe. Complexité à explorer si l'on veut lutter efficacement contre le simplisme idéologique de l'extrême droite sur ce sujet fondamental pour elle.

Confusionnisme enfin, thème déjà abordé dans le premier numéro avec l'exemple concret de Rodolphe Crevelle et ses tentatives locales de fusionner avec des militants de gauche et que nous approfondissons ici en essayant de déminer ce terrain dangereux.

Rodolphe Crevelle que nous n'abandonnons donc pas, pas plus que le **Clan des Brigandes.**

Sur le premier nous revenons sur son programme électoral édité en 2016 destiné à la campagne électorale pour les dernières présidentielles, programme qui inspira celui proposé à Hugues Aufray dans le fameux complot dévoilé par la presse. Côté Brigandes quelques infos et réactions sur leurs propos, sur un mode plus léger et humoristique.

Voilà pour ce bulletin n° 2.

La lutte continue donc et le collectif reste ouvert à tous ceux qui veulent le rejoindre. Contactez-nous à l'adresse mail suivante:

collectifdesantifascistesdeshautscantons@orange.fr

Fascisme Fasciste ?

Au sein du collectif que nous avons constitué, au-delà d'« antifascistes », nous n'avons pas de peine à nous définir aussi, de façon consensuelle, comme étant opposés au totalitarisme, à l'autoritarisme, au nationalisme, au racisme, au sexisme, à l'oppression en général, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne.

Il n'est pas d'antifasciste conséquent qui ne soit aussi contre le stalinisme, le maoïsme, le djihadisme, l'intégrisme, toutes idéologies concurrençant tous les "fascismes" en nombre de victimes emprisonnées et assassinées de multiples manières se concurrençant elles-mêmes dans l'horreur. Pour certains, on le verra, il s'agit là, dans ces différents totalitarismes, ni plus ni moins que d'autres formes de « fascisme » dans une des acceptions du terme.

« Une des acceptions du terme ». Ceci vaut aussi bien pour « fascisme » que pour « fasciste » car même entre « antifas » nous pouvons, comme la plupart des gens, employer les termes de « fascisme », « fasciste » avec trois sens sensiblement différents.

1) fasciste/isme : ce qui se rapporte spécifiquement au mouvement créé par Mussolini, inventeur du terme et du concept de « faisceau » (qui ne rompt pas) et de l'idéologie associée. C'est le sens d'origine.

2) fasciste/isme : tout ce qui res-

Identité Identitaires ?

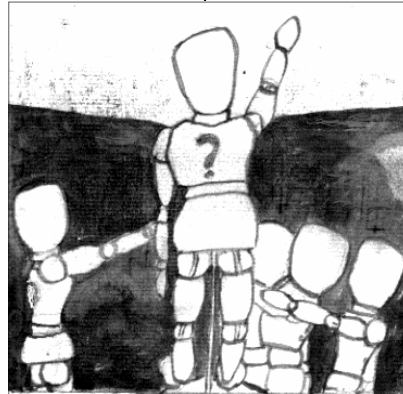
Lorsqu'on est homme, on ne devient pas sujet du seul fait de son existence biologique, du seul fait d'être un corps organique. Car l'homme est un être parlant, le petit d'homme un être parlé destiné à devenir un être parlant.

Un être parlé, ça signifie minimale-ment qu'on le dote d'un nom, qu'il est attendu dans l'univers des êtres parlants, que, pour qu'il y devienne un sujet (parlant), il y est assigné de résidence sous un nom individuel, son prénom, un nom de famille, celui de son père ou de sa mère, un nom national, celui de français, par exemple, qui lui est attribué par l'état civil.

A charge pour lui, à partir de ces déterminations identitaires, de se livrer à toutes les opérations de subjectivation qui feront de lui un être parlant déterminé et unique, dont l'exis-

tence et les actions feront sens dans l'univers des êtres parlants, pour lui-même, comme sujet, et pour les autres êtres parlants, comme individu.

Je veux simplement dire par là qu'il n'est de subjectivation d'une part, et d'individuation d'autre part, que sous les déterminations d'un certain nombre de noms propres. Ce sont ces deux processus, subjectivation et individuation, qui, les deux à la fois, tombent sous le coup de la question de l'identité. Ils sont tous deux constitutifs de la personne humaine, et aucun être parlant ne fait l'économie de cette problématique.



semble d'assez près au modèle italien : nazisme, franquisme, salazarisme etc., et tous leurs admirateurs et imitateurs des années 30 et 40, époque où l'on vit éclore des dizaines de mouvements fascistes relativement puissants dans toute l'Europe, les Amériques et l'Asie. Ce deuxième sens est en usage, surtout à gauche, dès la fin des années 20.

3) fasciste/isme : qui entend instaurer un régime ou des mesures autoritaires basées sur les concepts cités plus haut : nationalisme, racisme, intégrisme, l'autoritarisme étant le critère primordial commun. C'est le sens le plus populaire que donnait déjà le Petit Larousse il y a 50 ans : « fascisme : doctrine visant à substituer un régime autoritaire à un régime démocratique. »

Il peut rentrer dans cette troisième définition : le « lepénisme », le « poutinisme », le « trumpisme », l'« orbanisme », l'« erdoganisme » et tout autre « isme » à composer. On entend beaucoup de musulmans dire que les « djihadistes sont nos fachos à nous ».

Fasciste devient un adjectif valable pour tous les cons qui rêvent, via un quelconque dictateur et des mesures expéditives, d'imposer leurs idées et leur façon de vivre aux autres. Il faut reconnaître que ceux qui clament « dehors les étrangers ! », ou « dehors les juifs ! » ou « dehors les musulmans ! », ceux qui se considèrent par nature supérieurs aux noirs - aux arabes - aux femmes, ceux qui n'acceptent pas qu'on n'ait pas la même spiritualité ou la même sexualité qu'eux, ceux qui ne rêvent que de couper le cou des meurtriers et mettre tous les délinquants en prison, participent du même esprit, de la même psychologie que les créateurs du fascisme. Primauté de la force (virile bien sûr), rejet de la différence, désir et volonté de domination, sentiment de frustration et revanche à prendre, esprit de meute... On ne fera pas ici la psychanalyse complète du fascisme.

En général, lorsqu'il y a prise de tête sur ce qu'est le fascisme ou pas, sur qui est fasciste ou pas, c'est que l'un l'entend dans un sens pendant que l'autre l'entend dans un autre.

Il n'empêche que dans tous les sens du mot, il s'agit toujours de nuisances

et de nuisibles. « Mon facho de voisin » ou Monsieur « Yakatousles... » du bistrot, ou l'électeur « d'adhésion » du FN ne sont ni Hitler ni Mussolini ni LePen. Ils ne mettront pas directement la France, l'Europe et le Monde à feu et à sang, mais pourrissent d'ores et déjà l'ambiance de leur voisinage, de leur quartier, de leur commune. Ils ne sont d'ailleurs pas, généralement, en reste en matière d'incivilités, d'insultes, de menaces, de violences, étant adeptes



du droit du plus fort.

Donc, dans un sens, il y a effectivement plein de fachos partout. Mais nous n'irons pas jusqu'à inscrire comme fachos tous les électeurs du F.N. « Vote de contestation » - ou de dégoût - n'est pas « vote d'adhésion ». Et une bonne partie des électeurs du F.N n'oppriment ni voisin ni femme, n'est pas contre les gays (pas tout contre quand même), n'est pas raciste (ou



rien qu'un tout petit peu, il achète ses légumes au rebeu), ni supernationaliste (sauf les jours de match), n'est pas plus étatiste ni légaliste que la moyenne. On trouverait sûrement autant de gens, peut être plus, dans l'électorat F.N qui trompent le fisc, travaillent ou font travailler au noir,

profitent des allocs, picolent et conduisent bourrés et trop vite, braconnent et fréquentent les prostituées que dans l'électorat de gauche tout empreint de moralisme.

De plus l'électorat lepeniste ne croit ni à dieu ni à diable.

Bref, les électeurs du F.N sont majoritairement des humains très ordinaires, bardés d'égoïsme certes, mais pas irrémédiablement irrécupérables sauf à considérer l'antifascisme comme une cause perdue. Faire reculer le fascisme, c'est (entre autres nécessités), lui retirer des électeurs, donc convaincre ceux-ci de l'inutilité, du danger, du résultat contre-productif de leur vote. Donc convaincre. Parler. En famille, au café, au marché, partout. Ne pas avoir peur d'employer le grand mot. « Quoi ! Tu votes pour les FACHOS!! ». Mais pas « Quoi ? Tu es FACHO ? », qui serait contre-productif.

Montrer aux tremblants sécuritaires les conséquences logiques d'un fascisme au pouvoir en France : guerre civile assurée et encore plus de terrorisme aveugle et aucune avancée sociale à attendre ! Rappeler que notre « tradition », depuis plus de 2 siècles, c'est Liberté Egalité Fraternité. Droits de l'homme. Les idéaux universalistes. Laïcité. Et même irreligion majoritaire : la France est 2ème ou 3ème au palmarès de l'athéisme.

Gommer cela, c'est gommer les traditions consensuelles les plus récentes, donc les plus vivantes du territoire qu'on appelle aujourd'hui France. Montrer aux gens où sont leurs réels intérêts. Rappeler la lutte des classes, incontournable jusqu'à l'obtention de l'égalité sociale et économique de toutes et tous.

Amener ces électeurs prolétaires ou petits bourgeois à exprimer autrement leur ras-le-bol aux élections, retour au vote rouge, passage au vote blanc ou à l'abstention, lutte sociale, associative, syndicale. Recréer de la vie sociale réelle. Contrebalancer autant que possible le rouleau compresseur des écrans. Disséquer, démontrer la fausse info qui y circule.

Me damne* ! Antifa : quel travail en perspective !

Chacun peut à tout le moins intervenir, calmement et civilement (montrer l'exemple !) mais fermement quand il

entend des conneries dangereuses, au café, dans un lieu public quelconque, dans une réunion d'asso, chez les copains, à l'arrêt de bus, au lycée, au bureau, à l'usine, sur le chantier. Une certaine tolérance à la connerie humaine est nécessaire à un minimum de paix sociale.

Mais ne pas dénoncer la connerie quand elle se présente, c'est l'entretenir. S'exprimer pour réfuter, c'est déjà en ralentir le flot.

Si l'on en revient au sens des mots fascisme et fasciste, il est un argument qui peut servir à prouver à l'électeur du F.N, inconscient de voter "fasciste", que le F.N l'est bien dans le premier sens du terme : « relatif à l'idéologie mussolinienne ».

Un auteur, Gérard Mordillat, vient de sortir un bouquin (*Le fascisme de Mus-*

JURASSIC FAF



QUELQUE CHOSE A SURVÉCU

solini, ed. Demopolis) dans lequel il s'est proposé de revenir aux définitions qu'en donnait le Duce lui-même dans la « Nouvelle Encyclopédie Italienne » en 1932 à savoir : « Un mouvement qui entend dépasser les partis « immobiles » – Ni droite Ni gauche – mais aussi le rejet des « constructions internationales ». L'anti-libéralisme de ce mouvement est basé avant tout sur l'État, réalité primordiale où se dissout l'individu, où « s'incarne » le peuple. « Si libéralisme signifie individu, fascisme signifie Etat ». Mussolini ose dire : « Le fascisme, c'est la démocratie organisée, centralisée, autoritaire. Le peuple n'est plus l'addition, l'ensemble des citoyens mais défini comme « volonté de puissance », pouvant s'incarner dans « la conscience et la volonté d'un seul ».

Mordillat, au final, considère que depuis son virage anti-libéral et étatiste de 2011, le F.N est bien un parti néofasciste : « Dans le programme du Front National, les données fondamentales du fascisme sont désormais réunies : le nationalisme, l'étatisme, le social et le « Ni droite ni gauche » ! »

Utile à ressortir quand on vous dira : « Fasciste le F.N ? T'exagères quand même ! »

Examinons maintenant le cas de l'identifiant collectif, du nom de Français. Il est collectif parce qu'il me range dans la classe des sujets qui tombent sous le coup de cette détermination. Mais ce qu'il a de particulier, lorsque c'est le nom de « français » dont il s'agit, c'est qu'il nous détermine à un double titre, indissolublement : nous sommes citoyens français de nationalité française. Citoyenneté, nationalité. Ce n'est pas la même chose.

Citoyenneté, cela signifie que je tombe sous le coup du droit civil français. Je suis sujet de droit dans l'ordre du discours du droit civil français explicite à l'intérieur d'un corpus juridique bien déterminé qui a valeur de loi.

Que je sois de nationalité française signifie, de son côté, que je suis membre de plein droit d'une communauté humaine qui possède des caractères qui lui sont propres et dont la définition ne relève d'aucun corpus juridique déterminé, mais de tout un ensemble de discours plus ou moins contradictoires interprétables, alternativement, à travers des notions renvoyant à l'histoire, la linguistique, l'ethnicité, ou autres, à une série de champs, en tous cas, dont l'exhaustion n'est pas déterminée.

Nul n'est citoyen français sans être du même coup de nationalité française, et personne ne possède la nationalité française sans être aussi citoyen français. Indissolublement. Cela nous est familier, comme l'air que nous respirons, mais, après tout, il n'y a aucune évidence là-dedans.

D'autres systèmes juridiques fonctionnent tout autrement. Ainsi était-on citoyen soviétique de nationalité russe, ouzbèque, tchéchène, juive ou autres. Un peu comme, dans l'ancien régime, on était sujet du roi de France, et pourtant de nationalité bretonne, basque, corse, alsacienne ou bourguignonne : les petites nations.

D'un côté, donc, être citoyen français signifie être, comme sujet et comme individu, sous le coup du droit civil français. Qu'est-ce que le droit civil français ? Qu'est-ce que le droit civil français qui s'est substitué, depuis la révolution française au droit d'ancien régime ? C'est une construction rationnelle élaborée, jusqu'en son détail le plus infime, sur le principe unique qui sous-tend les droits de l'homme : le principe que tout homme en tant

qu'homme possède un droit à sa propre survie et que, corollairement, il a le droit de se donner les moyens de sa propre survie. Il est seul juge de ces moyens, et ces moyens, quels qu'ils soient, sont considérés comme légitimes pour autant qu'il ne porte pas atteinte à la possibilité, pour ses concitoyens, d'exercer ces mêmes droits pour leur propre compte. Le droit civil français n'est rien d'autre que le résultat d'un calcul savant visant à édicter des lois capables d'assurer à chaque citoyen, au mieux, la jouissance de ce droit fondamental à sa propre survie ainsi que son corollaire. Bien entendu, aussi rationnel soit-il, ce calcul ne s'est pas opéré partout dans le monde de telle sorte qu'il soit parvenu à un résultat absolument identique partout. Ainsi, le droit civil français et celui des Etats-Unis garantissent-ils, chacun à sa manière, mais non de manière identique, l'exercice du principe fondamental des droits de l'homme. Du moins, sont-ils censés le faire.

Nous étions avec le législateur, revenons maintenant du côté du sujet de droit.

Qu'est-ce que la démarche du législateur signifie pour ce dernier ?

Si l'on s'en tient à la formulation de Jean-Jacques Rousseau, cela revient à instituer la fiction juridique du contrat social : être citoyen signifie tomber sous le coup de l'obligation d'avoir à renoncer à la défense subjective directe de l'ensemble de ses



intérêts particuliers au profit de l'intérêt général. Etant, comme citoyen, en quelque sortes, actionnaire de l'intérêt général, en fin de compte, par le biais de l'individuation citoyenne, le sujet est censé y retrouver son compte.

Rousseau lui-même est bien conscient du caractère déceptif de cette fiction. Conscient que le sujet, en ce qui concerne l'exercice de sa liberté, n'y trouve pas vraiment son compte. Ainsi invente-t-il, à travers le narrateur des *Rêveries d'un promeneur solitaire*, la place que le romantisme, qui le suit de près, donnera à l'artiste qui exercera sa liberté sur d'autres champs que sur celui du civisme, mais portera toujours en son cœur la blessure de cette déception.

Nous sommes nous-mêmes, bien

entendu, confrontés à cette même difficulté, à cette même déception. Qu'est-ce, en effet, que la communauté des citoyens du contrat social ? Qu'est-ce qui vertèbre leur concitoyenneté ? Concitoyens, nous sommes la communauté de ceux qui ont, d'un même geste, sacrifié le service de nos intérêts particuliers, donc, l'entièreté de notre liberté, l'essence même, peut-être, de notre liberté sur l'autel de l'intérêt général. Est-ce une telle pensée qui va exalter l'énergie de notre être collectif ? Comment pourrions-nous, dans l'histoire, comme acteurs de la destinée, et au regard de l'histoire être cette communauté forte, combative, vertèbrée dont nous rêvons, capable de nous vertébrer comme sujets ? Cette communauté, nous en avons structurellement besoin comme force subjectivante, pour être quelque chose, quelque chose d'autre, à coup sûr, que le renonçant du contrat social, un sujet agissant dans l'histoire.

Des réponses à cette question se sont inventées, bien sûr, et sans quitter le terrain de l'action civique et des droits de l'homme. Et dès la Révolution française : les citoyens français seront les membres d'une communauté, celle de la Patrie des droits de l'homme qui, en tant que telle, étendra le champ d'application des droits de l'homme sur toute la surface de la terre ! C'est exaltant, ça ! Oui, mais après l'aventure napoléonienne, après l'aventure coloniale, on a du mal à s'engager là-dedans sans arrière-pensées. Reste le combat onusien, bien sûr, mais ce n'est plus vraiment un combat national, les ONG, mais appel n'y est pas fait à des français en tant, spécifiquement, que citoyens français. D'ailleurs, à ce compte, d'autres combats internationalistes se sont présentés, qui gardent leur valeur et leur actualité : le socialisme internationaliste, l'altermondialisme et bien d'autres, sans oublier le libéralisme internationaliste. Ce dernier, apparemment, garde sa force de mobilisation, son pouvoir subjectivant : « Soyons l'élite de la section locale du capitalisme international et des droits de l'homme ! » Voir Macron et ses électeurs.

Mais les identitaires n'ont pas oublié, eux, le deuxième trait qui fait de nous des français. Non pas le fait que nous soyons concitoyens, mais le fait que nous formions une nation. Vu de ce côté, nous ne sommes pas la communauté des renonçants, prête à prêcher de par le monde l'obligation au renoncement comme trait identitaire de l'homme universel CIVILISE (littéralement, pour les Latins, l'homme assujéti au droit civil, qui s'oppose, pour ces mêmes anciens, à l'homme de culture, c'est-à-dire à la sauvagerie ; peut-être d'abord celle des Germains, tiens tiens). Non, nous sommes une nation qui possède sa propre substance, ses propres ancêtres, la pureté et le génie de sa langue, la pureté ethnique relative des corps qui la composent, les caractéristiques morales, je veux dire la communauté de mœurs de ses membres, et que sais-je encore. Là, il y a de la substance identitaire ! Là, il y a une véritable ontologie existentielle à défendre et à protéger, une force subjectivante capable de faire des actes de chaque sujet, de ses paroles et de ses prises de position des actes, des

paroles portées dans l'Histoire des Hommes.

Défendre et protéger ? Mais pourquoi défendre et protéger ? Ne suffit-il pas d'exister ? Oui. Mais c'est qu'une nation est un groupe d'humains qui, par définition, naissent et meurent. Un groupe qui voit aussi, de manière quasi nécessaire, s'agréger à lui des personnes de l'extérieur. Le grand remplacement, que tant on déplore, ça n'est pas le produit d'un complot, mais rien d'autre que l'effet de la démographie auquel aucun groupe humain ne peut se soustraire. La mort, avec sa grande faux. Autant dire alors que la mort est un complot. Curieuse métaphysique ! Mais qui se pratique : les médecins hospitaliers savent que certaines personnes considèrent la mort de leur proche comme la conséquence de la faute d'un tiers, et seulement comme la conséquence de la faute d'un tiers. Certains qualifient cette métaphysique de délirante.

De plus, les aspects caractéristiques de la nation ne se dégagent que dans l'après-coup, et différenciellement. Ainsi, les français d'aujourd'hui qui représentent dans son excel-

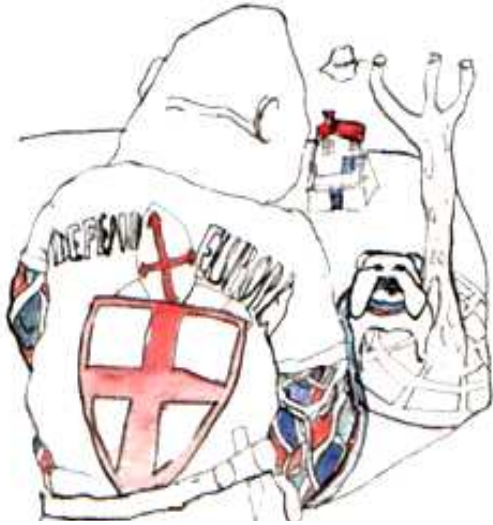
lence la francité d'aujourd'hui ne peuvent être, aux yeux d'un identitaire, que ceux qui rassemblent le plus de traits communs possibles avec la vision fantasmée de la francité de leurs parents. Autant dire que c'est un processus nécessaire que l'identité nationale, en tant qu'identique à elle-même, la vraie identité nationale, apparaisse toujours comme une identité résiduelle, puisqu'elle est, par définition, l'identité nationale d'hier. Si l'on veut en faire autre chose que ce qu'elle est en droit, à savoir l'inscription portée sur la carte d'identité, elle apparaîtra toujours comme quelque chose de menacé. C'est ainsi que, pour l'identitaire, il est deux sortes de français, les « vrais » français et les français de papier, la seule existence de ces derniers constituant pour les premiers une menace effective.



Alors, logiquement, que revendiquent les identitaires ? Que la francité soit définie en droit du côté de la nationalité plutôt que du côté de la citoyenneté. Seulement voilà, le droit civil français n'est que l'explicitation du premier droit de l'homme, le droit à la survie, et de ses implications nécessaires. Ses implications comportent le droit des réfugiés, aussi bien politiques qu'économiques, puisqu'ils sont hommes, de séjourner sur le territoire national afin, en tant qu'hommes, d'assurer leur propre survie. Mais ce sont les moyens de la survie matérielle que garantissent les droits de l'homme, pas ceux de la survie culturelle. Car les identitaires auront vite fait de déclarer que la présence des étrangers et de leurs descendants, fussent-ils citoyens français, menace la survie culturelle de la nation française qui se trouvera de fait en position de légitime défense.

De toute façon, les caractères fondamentaux de la nation française ne peuvent pas manquer de s'altérer, ne serait-ce que du fait que les générations nouvelles se définissent identitairement de manière différentielle. C'est ce que font d'ailleurs les identitaires eux-mêmes explicitement, comme l'indique le nom même du mouvement, « génération identitaire », par opposition, je suppose, à « génération 68 ». Pour éviter l'altération de ces caractères, qui est inévitable,

IDENTITAIRE DES DIGUES CONTRE L'HISTOIRE



Quelques remarques à propos du documentaire « *Les identités douloureuses : Les nouvelles droites en Europe* » de Manuel Gogos et Jakob Kesner. Diffusé sur ARTE le 30 mai 2017, le collectif en avait diffusé le lien sur sa liste, non sans avertir de ses réserves et de la prochaine publication de ses critiques dans son bulletin.

les identitaires demandent que les institutions modifient le droit civil pour qu'il soit permis d'expulser tous ceux dont le profil ne correspond pas à l'idée qu'ils pensent pouvoir se faire de la francité d'aujourd'hui. Mais si telle est la revendication, y répondre positivement ne peut pas consister en une modification à la marge du droit civil. Il ne peut s'agir que d'abroger le principe qui le fonde, le principe des droits de l'homme qui implique immédiatement le droit des réfugiés. Il s'agirait donc de remplacer tout l'édifice du droit civil par quelque chose d'autre qui se fonderait sur tout ce que l'on voudra, sauf les droits de l'homme. Tout cela pour tenter d'assurer l'impossible identité à elle-même de la nation française.

C'est parce que l'idéologie identitaire implique la demande d'un bouleversement aussi radical, et qu'un tel bouleversement ne pourrait en aucun cas parvenir au but qu'il prétend viser, même en supprimant tout apport de population étrangère, c'est pour cela que nous nous opposons à elle comme à une idéologie d'essence fasciste. A travers sa terreur de ce qu'elle nomme le grand remplacement, elle n'exprime en réalité pas autre chose que sa terreur de la mort sous une forme complotiste. La figure de l'étranger incarne pour elle cette menace, avec l'apport de tous ceux qui ne souhaitent ni sa mort, ni son expulsion, ni son bâillonnement linguistique ou culturel, c'est-à-dire la négation de son existence en tant qu'être parlant.

Retournant la menace contre les persécuteurs supposés, les identitaires ne sont rien d'autre que le désir de meurtre politiquement organisé, ou ce désir qui cherche son assouvissement dans toutes les formes de la mort euphémisée, c'est-à-dire toutes les figures possibles de la disparition. C'est à ce titre que nous nous opposons à eux.

juin 2017

« L'identité existe, mais c'est un objet en mutation perpétuelle. Il n'y a pas d'identité qui soit immuable à travers le temps, il n'y a pas de peuple qui ait une composition identitaire ou ethnique semblable aujourd'hui à ce qu'elle était il y a cinquante ans, et encore bien davantage il y a quelques siècles. Donc, quand on parle d'identité, on parle de quelque chose qui est de l'ordre du mythe. Mais pour les identitaires, il s'agit là d'une réalité, une réalité tangible. »

Tels sont les sages propos tenus par le journaliste et politologue Jean-Yves Camus, interrogé par le réalisateur Manuel Gogos dans son émission, un reportage qui porte essentiellement sur le mouvement européen « *Génération identitaire* » en Allemagne, en Autriche et en France.

Attention : Jean-Yves Camus est un homme précis : il dit « mythe », il ne dit pas « fantasme », et encore moins que l'identité ça n'existe pas.

Un mythe, c'est un certain montage, dans lequel un récit permet de construire une cohésion dans un groupe qui permettra d'ordonner un tant soit peu le monde avec le groupe et ses membres à l'intérieur, et de dérouler à partir de là une parole ou une pensée, d'articuler, essentiellement, un discours qui dit quelque chose d'une histoire collective dans laquelle une causalité pourra prendre place. « Au commencement il y avait, et puis il y a eu, et c'est ainsi que »... etc. jusqu'à en arriver à soi. Analyser la construction de toute proclamation d'identité, de toute parole sur l'identité, la sienne ou celle d'autres, en ces termes de mythe, comme s'appuyant sur un mythe d'origine, a le mérite de faire de cette identité quelque chose qui ne va pas de soi, qui n'est en rien un objet du monde naturel, mais une construction, un fait de discours. Une telle manière de poser la question de la construction d'identités collectives a de plus, Jean-Yves Camus y insiste, la qualité de faire de celles-ci, et de tous ces attributs que sont « culture », « civilisation », « peuple » etc., des choses qui, comme la langue, sont en perpétuelle refonte, dans un mouvement de rebrassage permanent, au rythme des événements.

I. Génération identitaire et l'identité

Le mouvement « Génération identitaire » a été fondé en 2012. Pour ses militants, cette identité, la leur comme groupe militant, pas plus que celle dont ils s'instaurent les défenseurs (« la culture euro-

péenne », « l'Allemagne », « notre civilisation » etc.), ne pose aucun problème, elle est. Ils sont. Ils sont « *la jeunesse d'Europe* », « *la jeunesse en mouvement* », celle qui « *entre en guerre contre tous ceux qui veulent nous arracher nos racines et nous faire oublier qui nous sommes* ». On a là une conception de l'identité proclamée, donc, non seulement comme quelque chose de tangible, comme le dit Jean-Yves Camus, substantialisé, mais aussi immuable, éternel, identité de l'à perpétuité identique à soi-même, hors mouvement ou transformation, hors histoire. Comme on peut s'en douter, appliquée à l'identité d'un quelconque groupe social, une telle conception est par essence hautement menacée : car un groupe est en perpétuelle transformation, au fur à mesure qu'il intègre des éléments nouveaux et que d'autres en sortent, ce qui est le lot de n'importe quel morceau de société. Menace qui s'incarne alors, sous la figure complémentaire indispensable à cette conception de l'identité : celle de l'Autre, sans qui tout irait bien de l'identique identité, mais qui vient la compromettre, elle si fragile (fragilité non pas imputée à une telle conception, mais, pour un identitaire, à son résultat, l'identité elle-même telle qu'il la pose.)



« Je suis l'Allemagne. »

II. Le film de M.Gogos

1. L'Allemagne

Début du parcours de Gogos chez ces jeunes identitaires, l'Allemagne. En Allemagne, l'identité à défendre à « Génération Identitaire » est, pour ses interlocuteurs, essentiellement celle de « l'Allemagne » : concept englobant, concept-entonnoir : « *L'Allemagne, c'est un tout. Je crois que c'est une idée un peu magique. Une langue fascinante, quelque chose de fugace, un peu insaisissable, mais que l'on perçoit dans des lieux chaleureux, secrets ou un peu cachés* » dit Götz Kubischek, éditeur de la nouvelle droite, et directeur de l'*Institute für Stadtpolitik* où viennent se former les cadres du parti « *Alternative für Deutschland* ». De Berlin avec Robert Timm à Dresdes avec Götz Kubischek, c'est de ce point de vue tou-

jours la même rengaine : celle de l'identité d'une Allemagne une, éternelle, hors histoire. (Pour quelques spécificités concernant Dresdes, cf l'excellent article du 16 mai 2017 dans Rebellyon, <https://rebellyon.info/Chronique-de-Dresde-l-extreme-droite-en-17806>)

Alors : il y a lieu de s'interroger, ne serait-ce qu'à partir de l'extrême jeunesse, revendiquée, des membres de « Génération Identitaire », dont peu atteignent la trentaine, et puis aussi du nom qu'ils se sont donné, qui, compte tenu de leur conception anhistorique et immuable de l'identité, sonne comme « une obscure clarté », ou « un bleu orange », un oxymore, la mise bout à bout de deux termes qui s'opposent. Car quoi de plus historique que la scansion qu'opère la succession des générations ?

auprès d'eux le plus souvent d'extrême gauche, la chute imminente du communisme, mais aussi la Grande Allemagne enfin restaurée dans toute sa puissance, et autres propos tous considérés à l'Ouest comme passés aux oubliettes. Parlers et discours, sous le couvercle hermétique du rideau de fer, avaient pu à l'Est conserver, 44 ans durant, toute leur fraîcheur. Grâce à quoi les jeunes gens de l'Ouest ont pu aussi s'instruire, bien mieux que dans les livres, de ce qu'en fait avait été pour eux, scansion des générations oblige, l'enfance de leurs parents. Et il allait falloir vivre désormais ensemble. « Ca n'allait pas être simple. » C'est pourtant aussi cela, l'identité allemande.

Mais non. En 2017, pour les identitaires, tout est simple, même si, dans la bouche du chanteur identitaire Ben Arnold, alias Dissziplin, de Cottbus, on voit un peu passer, mais de dos, quelque chose :

*« Rends-moi ma ville
Je veux la retrouver
La voir se relever et triompher
/.../ On va de l'avant
Fini le sang
Fais chier, ta croix gammée
La jeunesse est noir rouge or
J'incarne ce que nous sommes
Noir rouge or
Les drapeaux flottent
Je suis l'Allemagne. »*

Et d'ajouter : « *Dès que je mets le mot « Allemagne », il y a des gens pour me demander de l'enlever, parce que c'est trop provoquant. Pourquoi serait-ce provoquant ? C'est un point névralgique, une blessure.* » Car pour lui comme pour les autres identitaires, s'il y a un problème, et il y en a un, il ne saurait en rien comme on l'a dit être lié au caractère intrinsèquement précaire et renouvelé de l'identité, mais en ce que leur identité-forteresse est terriblement menacée. Par qui ? « *Mais par tous ces étrangers.* » (Götz Kubischek) « *Regardez la composition /de la population/ dans le centre d'Offenbach, près de Frankfurt. Bien souvent ce ne sont plus des villes allemandes, leur visage n'a plus rien d'allemand. Ces gens sont en passe d'imposer leurs moeurs, leurs pratiques religieuses, leur vision de l'homme, de la femme et de la société, avec un manque de respect typique des envahisseurs triomphants.* ». « *On a déjà perdu une partie de l'espace public en Allemagne. Dans la Ruhr, il y a des polices de la charia qui patrouillent dans les rues. /.../ Il s'agit de le reconquérir* », dit Robert Timm, Génération Identitaire de Berlin..

Une telle construction, on l'a dit,

ne saurait bien entendu se passer de la figure de l'Autre. Nul montage - identité, de toutes façons, ne saurait faire l'économie du point de « non-homme » indispensable à quiconque pour pouvoir se dire « homme » ; il n'est de système totémique que différentiel. C'est ce mécanisme qui fera dire au sociologue autrichien Armin Nassehis, interrogé dans le reportage : « *./.../l'identité passe toujours par la différence. Pour définir ce que nous avons en commun, nous devons dans le même temps dire ce que nous ne sommes pas.* » Mais ce qui dans une conception substantialiste et atemporelle de l'identité est spécifique, c'est qu'il lui est indispensable pour se maintenir que ce point nécessaire d'altérité se trouve supporter, incarner, la menace, menace pourtant inhérente à l'atemporalité dont on a paré une telle identité ; et de ce point de vue, comme le rappelle Nassehis, « *la figure du migrant est une aubaine* ». Pour qu'un jeune identitaire allemand puisse continuer de se dire « allemand », engouffrant ainsi sous ce vocable, et se l'incorporant du même coup, Goethe la bière le territoire Schiller la culture populaire Kant et les pommes de terre, il lui faut de manière nécessaire l'étranger, et, surtout, l'étranger comme péril.

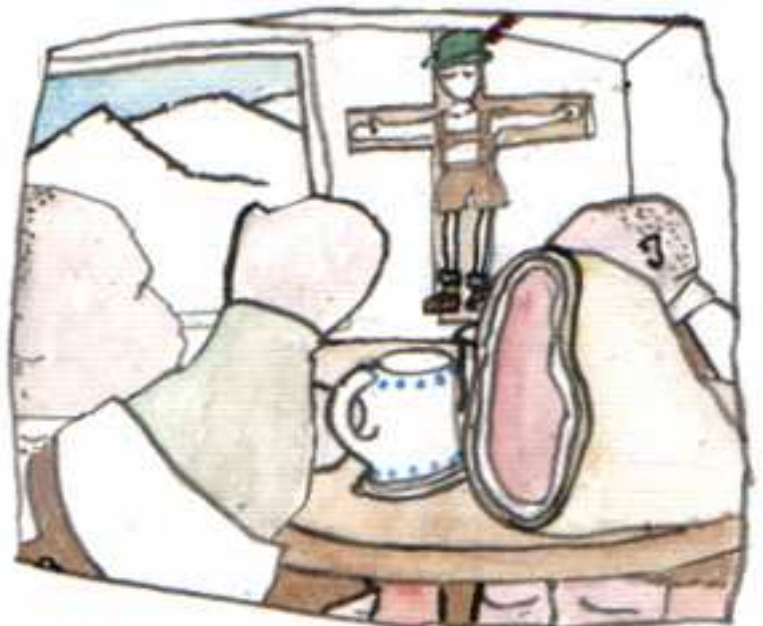
« *Des frontières sûres, un avenir sûr* », avaient écrit les identitaires de Berlin sur la banderole qu'ils avaient déployée sur la Porte de Brandebourg. De fait, si un autre mouvement européen-allemand d'extrême droite, le mouvement Pegida (Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident) met l'accent principalement sur la lutte anti-Islam, « Génération Identitaire » semble s'en tenir, pour ses remparts à défendre, à ceux de l'identité mystico-territoriale du Heimat de la grande Allemagne. Or : l'« étranger », il est là depuis longtemps en Allemagne. Dès octobre 1961, l'Allemagne de l'Ouest et la Turquie signaient une convention sur le recrutement de main d'œuvre, et dix ans plus tard en 1971, 652 000 turcs vivaient en Allemagne sans que personne n'y trouve à redire. Alors, question : 1) pourquoi est-ce maintenant que ce prurit identitaire se déclare, et avec lui les hostilités, et 2) pourquoi s'en prend-on en Allemagne au « migrant » en général, mais tout particulièrement aux réfugiés affluant des pays en guerre ? Et pourquoi cela, régulièrement chez les identitaires allemands interrogés, au nom d'une intégrité-identité territoriale, sous la figure de l'envahisseur ? Quel

événement historique a-t-il pu faire vaciller la « sensation d'être » de ces jeunes allemands pour donner lieu à telle revendication ? 1992, l'Europe ? Ou, peut-être encore davantage, le 1^{er} janvier 2000, lorsque l'Allemagne, en matière de nationalité, a amendé quelque peu son ancien « droit du sang », le remplaçant par un « droit du sol » partiel, qui accordait (automatiquement) la nationalité aux enfants nés sur son sol ayant un parent étranger et l'autre allemand, ainsi qu'aux enfants d'étrangers de troisième génération, et pour ceux dont les deux parents étaient étrangers mais résidant depuis plus de huit ans en Allemagne, la nationalité double, avec choix obligatoire de l'une à leur majorité – avec un amendement de 2014 qui autorisa même qui le demandait à conserver la double nationalité ? Pourquoi maintenant, il n'y a pas assez d'éléments dans la parole de ces jeunes gens, majoritairement résidents à l'est, au journaliste d'Arte, pour esquisser une réponse. (Mais on en trouvera davantage dans l'article du 10 mars 2017 publié sur le site « Le vent se lève », <http://lvsl.fr/reunification-allemande-lecons-a-tirer-zone-euro>).

2.L'Autriche

Si en Allemagne la figure identitaire majeure était celle du territoire-forteresse envahi via ses frontières, en Autriche, où nous amène ensuite Manuel Gogos, l'ennemi travaille de l'intérieur. Le catholicisme est porteur depuis longtemps d'une forme d'identité du pays en face de sa sœur l'Allemagne. Et ici c'est une toute autre figure du grand croquemitaine qui prévaut – celle de l'Islam. Un Islam tout un - car comme dans chaque cas de figure, on dote l'Autre persécuteur des mêmes qualités de matérialité, unicité, immuabilité et anhistoricité que celles avec lesquelles on revendique sa propre « identité menacée » : dans le même fourre-tout d'« Islam - culture », les djihadistes et ceux qui pour les fuir ont été contraints d'émigrer, et en y rajoutant les musulmans viennois depuis des générations. Quant à l'identité attaquée, celle qu'il s'agit de défendre, ce n'est plus celle

du territoire comme en Allemagne, mais celle des « valeurs et traditions autrichiennes », et, au-delà, de la culture européenne. Non plus l'invasion donc, mais l'altération. « *Pour moi* », explique Martin Sellner, étudiant en philosophie et identitaire viennois, « *l'intégration et le modèle multiculturel ne fonctionnent pas. C'est une expérience sociale, menée depuis quelques décennies, mais qui a échoué, et qui a fait des centaines de victimes, à Nice, au Bataclan, et à Bruxelles. Le multiculturalisme fait couler le sang dans la rue. Voilà ce qui se passe lorsqu'on fait venir très rapidement et en masse des gens venus d'une autre sphère culturelle.* » Et d'embrancher direct sur la thèse du Grand Remplacement, thèse importée de France, due à Renaud Camus, et qui est devenue « concept-phare » pour les identitaires de Vienne : « *Un phénomène* », expose Sellner, « *qui est en fait le secret le moins bien gardé de notre époque : le fait que les européens sont de plus en plus minoritaires dans leurs propres pays, et que le multiculturalisme ne fonctionne pas sous sa forme actuelle, mais qu'il conduit à un Remplacement culturel. ./.../ Les flots d'immigrés qui se déversent chez nous en ce moment ne sont qu'un symptôme secondaire de la crise identitaire plus large des cultures et des peuples européens. Pourquoi sommes-nous ici ? Quelle est notre mission dans le monde ? Est-ce que notre existence a encore un sens ? Ou alors, est-ce que les peuples et les cultures sont des notions qui ont fait leur temps, et dont on peut se passer ? C'est la question centrale. Et je crois que de plus en plus de gens se rendent compte qu'ils ont besoin de*



leur culture et de leur identité, et veulent se les réapproprier. »

Martin Sellner, il l'assume bien haut, a fait ses classes auprès de Gottfried Küssel, au sein d'un groupuscule néonazi. Mais un tel discours, de fait, n'est pas à Vienne cantonné au sein de « Génération identitaire » : dans la bouche de la patronne et d'une serveuse d'un restaurant traditionnel, mêmes propos ou presque : « *.../Dans nos jardins d'enfants et nos écoles, on n'a plus le droit d'accrocher des crucifix. Chez les petits on ne sert plus de viande de porc. Ils veulent supprimer Saint Nicolas, d'ailleurs c'est peut-être déjà fait. C'est quand même un peu fort : on a toujours eu des crucifix dans les écoles et les jardins d'enfants. Je ne comprends pas pourquoi on cède aux musulmans qui poussent dans cette direction. Nos enfants sont chrétiens, c'est normal qu'il y ait des crucifix. Ils mangent de la viande de porc, c'est normal qu'on leur en serve.* »

3. La France

Et puis, La France, avec pour commencer Pierre Larti, affairé ce soir-là en compagnie d'un petit groupe, « Apaches », à coller dans les rues de Paris « Chassons les islamistes ». « *Nous posons une solution politique, une solution qui devrait être portée par les pouvoirs publics, à un problème qui est grave. Parce que concrètement les islamistes c'est le Bataclan, c'est Nice, c'est Charlie Hebdo. .../ Les identitaires ont développé un concept politique, celui de Remigration : le développement d'une politique de retour dans le pays d'origine pour les immigrés et pour leurs descendants. On part de ce principe que les immigrés ne sont pas heureux, ne sont pas libres de vivre chez nous. Et on souhaite encourager leur retour au pays/.../* »

Cette dénomination d' « islamistes » ne concerne pas particulièrement pour « Génération identitaire » d'éventuels djihadistes. Le projet de remigration, autrement dit, d'expulsion, s'applique tout aussi bien d'une part aux « migrants » en quête d'asile que d'autre part, et on pourrait presque dire « surtout », aux enfants de couples bi-nationaux et aux enfants nés en France— donc à des français de longue date, puisque, contrairement à l'Autriche, où s'applique un pur « droit du sang », la France jusqu'à il y a peu s'en tenait en matière de nationalité à son « droit du sol », qui date de 1889, et qui n'a connu de mise en suspens que sous Vichy, et de 1993 avec la Loi Pasqua à 1998 avec la Loi Gui-

gou qui l'a amendée. Elle prévoit l'acquisition automatique de la nationalité à la majorité, sous condition toutefois pour l'enfant qu'il y réside et y ait été scolarisés depuis l'âge de 11 ans. Le droit du sang ne sert en France qu'à attribuer directement la nationalité française aux enfants non nés en France dont un seul des parents est français.

« *Les services de la police française ont déclaré tout récemment* », ajoute Pierre Larti, « *qu'il suffirait d'un ou deux attentats supplémentaires pour voir la France sombrer dans la guerre civile. Notre action politique est pour éviter cela, éviter que la France soit dans un bain de sang. Ce n'est plus pour notre identité.* » « *Attentats* », « *guerre civile* », « *bain de sang* », « *solution politique* », « *retour au pays* », slogan « *Français - Ici c'est chez nous* » inscrit sur les banderoles et scandé par les manifestants ? Mais de quoi donc ces jeunes gens nous parlent-ils à leur insu, eux qui n'étaient pas nés alors, en 1957 lors de la Bataille d'Alger, ni en 1961 lors du Putsch d'Alger et du départ des appelés, ni le 17 octobre lorsque des centaines de manifestants ap-

pelés par le FLN à une manifestation pacifique contre le couvre-feu qui leur était imposé ont été jetés dans la Seine assassinés par la police française alors sous les ordres du préfet Papon ? Qui n'étaient toujours pas nés en 1962, avec l'OAS et ses attentats parisiens et le « retour au pays » en catastrophe des français d'Algérie ? Aurait-ils découvert, toujours à leur insu, ce que « La France » avait réussi jusqu' il y a peu à laisser bien emballé sous l'étiquette « événements d'Algérie ? »

Quoi qu'il en soit, la question « pourquoi maintenant », dans leur cas, est susceptible de recevoir ici une réponse, avec le 23 février 2005, sous la présidence de Jacques Chirac, la loi mémorielle n° 2005-158 « portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés » et en particulier son alinéa 2, qui parlait entre autres « *du rôle positif de la présence française outre-mer, et notamment en Afrique du Nord* ». Les controverses que cette loi a sus-

« *Quand je te vois avec ton voile, j'ai l'impression que tu me craches à la figure* », disait une directrice de collège parisien à une de ses élèves. »

Ainsi conviendrait-il aussi d'interroger ce qui se tapit derrière la levée de boucliers de la gauche bien pensante, qui, au nom d'une prétendue « laïcité », perçoit le port du voile par des jeunes femmes comme un danger si fort que, sous couvert de la défense de leur « liberté de femme », on condamne ainsi ces jeunes femmes à ne pas travailler, du moins dans des organismes publics, et, c'est actuellement en discussion, à ne pas pouvoir poursuivre d'études universitaires autrement que par correspondance, bref, rapidement, à se mettre hors vie sociale, et à ne plus sortir de chez elles. A la lueur de ce que nous a révélé le discours identitaire français, la réponse est aisée : il suffit de se souvenir de la peur qu'avaient, à partir de 1957, militaires, policiers et « français d'Algérie » de toute femme voilée — et les

femmes ont pris grande part au combat pour la libération de l'Algérie.

Car ce voile dissimulait non seulement l'identité de qui le portait, mais pouvait aussi servir à transporter discrètement courriers, armes ou engins explosifs. Qui se souvient, qui aime à se souvenir, des peurs de nos pères ou de nos grands-pères ? De ce point de vue, le discours laïciste se nourrit à la même source d'oubli que celui des jeunes identitaires. Et le discours des identitaires de la droite extrême, nourri aux mêmes peurs, aux mêmes fantômes de l'histoire, viendra alors s'en nourrir, s'en conforter, s'autoriser, et, avec, les (nombreuses) agressions de femmes parce que voilées. Le discours laïciste, c'est, trop souvent, non seulement celui des pouvoirs publics (lois de 2004, 2011 et 2017), mais aussi un discours d'enseignants. Et ce qu'il enseigne, c'est : « *Lorsqu'il y a voile, alors, là, tu peux cogner.* »

S.M.A



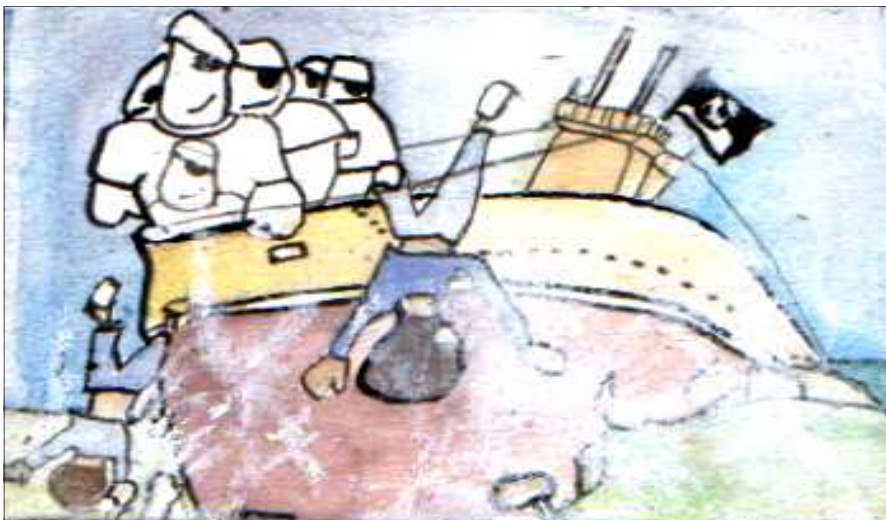
citées, notamment de la part d'historiens, et qui ont débouché sur son abrogation en 2006, ont permis qu'un peu de cette histoire plus très récente, mais qui laisse à vif encore à ce jour tous ceux, nombreux, qui ont pu y participer, parvienne à s'articuler à haute voix.

Et qu'en est-il alors de l'identité qu'ici il s'agit de défendre ? « *Nous appelons la jeunesse à relever la tête : face à la racaille, face à ceux qui veulent fliquer notre vie et nos pensées, /.../ face à une Ecole qui nous cache l'histoire de notre peuple pour nous empêcher de l'aimer, face à un prétendu vivre-ensemble qui vire au cauchemar... Génération Identitaire est la première ligne de la résistance.* » lit-on sur leur site (<https://www.generation-identitaire.com/>) :

L'identité version française à « Génération identitaire », « *la barricade sur laquelle se dresse la jeunesse en lutte pour son identité* », est celle de soldats en lutte contre l'ennemi – sans qu'il soit du reste nécessaire de déterminer exactement soldats de quel bord : ici ce serait eux les autochtones colonisés et la population d'immigrés les colons. L'opération porte chez eux le nom de « Reconquête », « *Reconquista* », « *une nouvelle Reconquista* », comme on en a déjà eu en Europe, et comme on les a déjà gagnées. Si on met tous nos efforts, on la gagnera une nouvelle fois. »

« *Conscients des défis qui s'imposent à nous, nous ne refusons aucune bataille. Fiers de notre héritage et confiants dans notre destin, nous n'avons qu'un seul mot d'ordre : on ne recule plus ! Nous sommes la génération sacrifiée, mais pas la génération perdue. Car nous entrons en guerre contre tous ceux qui veulent nous arracher nos racines et nous faire oublier qui nous sommes. Notre idéal est la reconquête, et nous la mènerons jusqu'au bout.* » Le plus récent fait d'arme de ces héros combattants, le 12 mai 2017 à Catane : une action contre le bateau *Aquarius* affrété par les ONG SOS Méditerranée et Médecins sans Frontières, qui s'affairait à sauver des migrants qui se noyaient. L'action a été neutralisée sans difficulté par des gar-

des-côtes italiens, mais nos vaillants résistants ont promis de revenir. « *Nous voulons protéger nos pays de l'immigration illégale et si besoin tenir tête en mer aux bateaux des ONG tel que l'*Aquarius* », écrivent-ils. « *Nous préparons une grande mission de sauvetage en Méditerranée, une mission pour sauver l'Europe de l'immigration clandestine. Nous voulons rassembler une équipe de professionnels, affréter un grand bateau et naviguer sur la mer Méditerranée pour contrecarrer les bateaux de ces contrebandiers humains.* » Mais, soyez rassurés : « *Si nous rencontrons des clandestins en détresse, nous leur viendrions bien évidemment en aide* ». Comment cela ? « *En les accompagnant jusqu'aux côtes africaines.* » Ah bon. Leur venir en aide ? Et un article de Libération en date du vendredi 9 juin, et accessible en ligne à (<http://www.liberation.fr/planete/2017/06/09/comment-empêcher-les-identitaires-de-saborder-le-sauvetage-des-migrants>*



« Et on souhaite encourager leur retour au pays »

en-mediterranee_1575349) nous annonce que Génération identitaire est déjà parvenue, pour « *Defend Europe* », nom du projet, à recueillir depuis le 14 mai par Internet 65 000 euros.

/ c f . <http://lahorde.samizdat.net/2017/07/14/defend-europe-les-identitaires-a-la-baille/>

III. Analyse du film

Toutefois, et malgré la richesse du matériel qu'il a pu recueillir auprès des gens qu'il a interviewé, (la presque totalité des propos ici rapportés provient de son émission) le reportage de Manuel Gogos pour Arte laisse perplexe. D'une part, parce que, mis en face de ce qui est structu-

ré comme un délire, plutôt que d'en rechercher la cohérence interne, il s'emploie tout au long de l'émission à en démontrer, assertion après assertion, la fausseté et le mal-fondé, ce qui ne nous apprend pas grand-chose, et laisse à l'auditeur une grande impression de pêle-mêle et de confusion.

IV Un réalisateur pris dans ce qu'il dénonce

1. Les banlieues

Mais il y a plus grave encore. Car que doit-on entendre au travers de quelques-unes de ses stupéfiantes assertions personnelles ?

Ainsi : « *La France paie le prix des manquements de sa politique d'intégration, comme en témoignent ces banlieues qui s'embrasent régulièrement. Et depuis les attentats de Paris et de Nice, les tensions culturelles s'expriment au grand jour.* » N'est-ce pas là affirmer que 1) en France il y aurait un problème réel avec des « banlieues », et que ce problème serait lié, non pas comme on

pourrait le penser, à la situation économique difficile de ceux qui s'y trouvent rassemblés pour cette raison, mais aux nombreux immigrants et enfants d'immigrants qui y résident 2) que ces embrasements des banlieues (qui, on peut le remarquer en chaque circonstance, chaque fois qu'il y a émeute, sont régulièrement motivés parce qu'il y a eu « bavure policière » ayant pour conséquence bien souvent la mort ou l'incapacité permanente d'un enfant ou adolescent,

émeute de populations locales se réclamant du droit français pour réclamer justice) marqueraient un « échec de la politique d'intégration » ; 3) qu'il y a, depuis les attentats, affrontement entre ceux qui habitent « les banlieues », affrontements liés à leurs diverses appartenances communautaires, juifs, musulmans, pourquoi pas chrétiens – alors que justement les membres de ces diverses « communautés » y cohabitent depuis des années le plus souvent, attentats ou pas, en toute courtoisie ? Et cela sur la base du refus de quelques-uns de descendre dans la rue bramer avec le reste de la population otage d'une gigantesque manœuvre de récupération politique ce slogan stupide « *Je suis Charlie* » ?

2.Barbès

Plus ahurissant encore, arrivant dans le quartier de Barbès, grand quartier commerçant du 18^{ème} arrondissement, et où tout le Paris populaire et sa banlieue se retrouvent, particulièrement le vendredi après-midi, pour faire les courses (magasins casher, produits africains, Tati, fruits et légumes de bonne qualité à un prix abordable, pâtisseries tunisiennes, etc.), ou simplement se retrouver, draguer ou flâner – ce que marque bien l'image d'une rue très encombrée, dames à cabas, certaines habillées à l'africaine, jeunes gens à casquette, jeunes filles, voilées ou pas, beaucoup de poussettes, image même de la diversité : « Dans certaines rues de Barbès, il est vrai qu'on ne croise pas de visage blanc. Faut-il en conclure que l'intégration est aujourd'hui plus laborieuse que dans les années 60 ou 70 ? Est-ce une illusion de voir le modèle multi-culturel comme un succès ? Y a-t-il un fond de vérité dans la thèse du grand remplacement ?/.../Des quartiers comme Barbès ne prouvent-ils pas l'échec de l'intégration ? » Autrement dit, il suffit au réalisateur que les gens qu'il croise soient nombreux et n'aient pas la peau aussi blanche que la sienne pour qu'il les fusionne en une masse indifférenciée 1) d' « étrangers » 2) d'étrangers tous pareils, « identiques », partageant la même identité, pas la sienne et 3) « étrangers » « pas intégrés ». Ce qui est précisément la manœuvre qu'il reprochait à certains identitaires lorsque, dans leurs films de propagande, ils filment des candidats à l'immigration, en jouant du contraste pour faire de ceux-ci un flot indifférencié, tous traits effacés. « Dans ces films, l'individu disparaît dans une masse informe » disait-il.



« Les quartiers comme Barbès ne prouvent-ils pas l'échec de l'intégration ? »

3. La métaphore de l'absobtion

Et puis, moins surprenant sans doute, car nous y sommes habitués, mais de ce fait-même encore plus inquiétant : un usage non-critique du terme de « radicalisation » qui sous-entend qu'entre un musulman et un djihadiste, ce n'est qu'une question de degré. Ou encore les diverses considérations démographiques dont il use, croyant ainsi contrer la thèse du « Grand remplacement » : « La part des étrangers au sein de l'U.E. ne dépasse pas 6,9%, même en comptant le récent afflux de réfugiés. Et si le taux de natalité des populations immigrées est naturellement élevé à leur arrivée, il rejoint la moyenne au fil de leur intégration.../.../ » Comprendre que, là encore, ce n'est qu'une question de degré, mais que, pour l'instant, rassurons-nous, l'Europe reste encore l'Europe éternelle, celle des Francs, des Germains et des Wisigoths ? Quoi qu'il en soit, à l'emplacement de la « menace », là où l'Allemagne mettait l'envahissement et l'Autriche l'altération, la figure ici en vigueur, celle du mélange, même si c'est pour nous dire qu'à cette dose (mais pas au-delà) on peut en garantir l'innocuité, porte avec elle l'idée d'une « intégration » - on disait jusqu'à peu « assimilation » - qui signifie en fait « disparition culturelle ». Il ne se sera rien passé, nous au-

rons absorbé, notre identité de toujours se sera conservée pour toujours à l'identique.

Tout cela doit nous inciter, au-delà des propos de Manuel Gogos, à interroger sans relâche le discours courant, fut-il le plus conciliant du monde : celui qui fait de l'« étranger » et de la « migration » une « question », un « problème » appelant sa solution, ou tout aussi bien celui qui fait le décompte des exilés demandeurs d'asile que tel ou tel pays peut recevoir, le « seuil de tolérance » (F. Mitterand, fin des années 1980) , le « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » de Michel Rocard : car il apparaît que ce discours se soutient du même montage identitaire substantialisant que celui que nous avons ici tenté de mettre à plat chez les identitaires, et que ce faisant il contribue tous les jours à l'alimenter.

S.M.A
9 juin 2017

In Journal contre la Peste Brune, 23 juin 2017-06-23,

« Proximité idéologique de Collomb et des identitaires »

Comme le dit la [directrice du Bondy Blog](#), par le biais de laquelle j'ai eu l'info, je pose ça là :

Communiqué :

Génération Identitaire veut aider Gérard Collomb à couper les routes des passeurs.

Tout est dit. Dans un communiqué aussi hallucinant qu'halluciné, les bas de plafond xénophobes dont il s'agit, grâce à une opération de pure com dont ils ont le secret, font une offre de prestation de service officielle... au Ministre de l'Intérieur.

Ils lui proposent ni plus ni moins que de l'aider à rejeter à la baille les migrants, comme dans leur merveilleuse initiative inhumanaire de sabotage d'opérations de secours de réfugiés en Méditerranée, "Defend Europe".

Vouloir se faire les auxiliaires zélés des forces de l'ordre dans leur combat contre ce qu'il nous reste d'humanité, voilà une proximité de vues qui en dit déjà bien long...

Si l'on met bout à bout les pièces du puzzle sur le sujet de l'accueil de nos amis étrangers, dont on peut rêver traitement plus humaniste dans notre pays comme ailleurs, on constate qu'il y a une étrange logique établissant une certaine convergence de vues entre le positionnement extrêmement droitier du ministre de l'intérieur et la fachosphère française.

Entre le discours tellement identitaire du [Préfet du secteur de Calais](#) que la juge des référés a été contrainte de recadrer, l'étrange [bienveillance de Collomb envers les fachos](#) dans sa vieille ville, son discours [particulièrement véhément envers les défenseurs des droits humains](#), son laxisme étonnant envers les petits terroristes du Gud, et [ces propos honteux de ce matin](#), voilà qui fait beaucoup pour de simples coïncidences.

Se dessine un paysage extrêmement inquiétant qui ne plaide pas franchement en la faveur d'une France terre d'asile et soi-disant "patrie des droits humains"...

Réussir à placer l'extrême-droite en position de force plutôt que les forces antifascistes dans notre pays, beau bilan au bout d'à peine un mois d'un gouvernement qui se plaçait en défenseur de nos libertés fondamentales... ça plus le projet de loi de constitutionnalisation de l'état d'urgence, et celui de réformer la demande d'asile...

Sale temps pour les défenseurs de nos libertés !

Tout un programme

Nous revenons comme promis dans le précédent bulletin du Collectif sur le programme électoral rédigé par Rodolphe Crevelle pour les dernières présidentielles. A sa lecture on y comprend un peu mieux ses intentions « fusionniste » des l'extrêmes droites et de personnalité d'extrême gauche compatibles. Des Idiots utiles comme disait Lénine des intellectuels. Lénine, un des modèles de Crevelle et de certains de nos gauchistes locaux.

« Garde rurale – Unité de survie » n'est qu'un parmi tant d'autres des programmes pondus par Adolphe la Cervelle.

Celui là, c'est en 2015. Il y a eu avant et il y en a eu après, le dernier émanant cette année du Cercle Georges Bernanos (encore un faux nez du même gusse).

C'est à peu près toujours la même chose, à des détails près d'une année sur l'autre.

Voici donc des extraits de la brochure « Garde Rurale », du « cercle des gens de peu » qui se veut une réponse à la menace de la « racaille islamomutante » des cités qui ne manquera pas bientôt de passer à l'attentat contre nos centrales nucléaires et à l'attaque contre la France rurale, qui est la vraie France éternelle, etc, etc...

« Des forces régionalistes, identitaires, conservatrices, royalistes, anarchistes, décroissantes ou même marxistes existent encore assez pour qu'on puisse s'appuyer sur elles » (page 54).

« La Garde regrouperait certes, le FN (...) mais aussi les gaullistes de la DLF (Debout la France), les chasseurs CPNT, les démocrates chrétiens du PCD et le courant Villiériste de la droite droite au sein de l'UMP. Cependant, pour prétendre à une légitimité pleinement populaire, la Garde insiste pour que des partis de la gauche anti-système soient également associés (PRCF, POI, PG, PCF, etc ... (page

55).

Quelles seront les troupes de bases (en sus des chasseurs donnés comme prioritaires car déjà « équipés » ?)

L'état major –une quinzaine de personnes- doit avoir tissé des liens avec une vingtaine de mouvements et d'organisations à capacité musculaire vérifiée (paysans, ouvriers, artisans-commerçants ruinés, zadistes, chasseurs, routiers, buralistes, pompiers et même les réseaux de gendarmes en colère, si c'est possible...) (page 22)

Et pour commander la cellule de base (cantonale) ? « Il faut rechercher un ancien sous-officier encore en forme ».

Le pouvoir étant pris dans les campagnes par la Garde Rurale qui barre les routes, multiplie les « forts Chabrol » et n'hésite pas à « gifler les gendarmes » qui continueraient à obéir à « l'ancien gouvernement » pour leur faire accepter le nouveau pouvoir.

Qui mettra-t-on au « gouvernement provisoire » ?

« Le gouvernement provisoire (au dessus des provinces « autonomes ») :

Conservateurs villiéristes, nationaux lepenistes, gaullistes DLF, chasseurs CPNT mais aussi des personnalités de l'extrême gauche anti-européenne (Schivardi, etc...) (page 28)

Et qui, par exemple à la tête du nouvel Etat français ?

« Ce n'est (...) pas P. de Villiers qui

Election présidentielle de mai 2017

Notre programme Lys Nbir pour celui qui en voudra !



est à l'origine de la Garde Rurale, mais la Garde qui veut se mettre à sa disposition le jour de l'implosion institutionnel inévitable de la République, lorsque les terroristes islamiques seront passés à une offensive généralisée » (page55) ou encore, le jour de « l'insurrection généralisée des racailles de banlieue », à partir de Lyon, dans toute la vallée du Rhône, par exemple » (page 57).

Dans cette nouvelle France qui représentera le peuple à l'échelon local et sera « l'exécutif cantonal » ?

« Dans la plupart des cas, c'est un militant associatif de l'extrême gauche anti-système qui sera choisi, mais alors, trois de ses quatre assesseurs devront être de l'autre bord (DLF, CPNT, FN) ».

« Le choix de ce personnage .../... devra ainsi obéir à des raisons principalement cyniques », fondée sur « la popularité locale »

Le rôle prévue pour les « cadres » gauchistes raliés est clair : Serviteurs des fachos, en position statutairement minoritaire mais quand ils seraient les plus populaire localement.

En fait, ils auraient à servir de bouclier ou d'étouffoir contre la résistance des vrais gauchistes, voire de tout le prolétariat encore conscient et de la majeure partie de la gauche

contre un tel coup de force fascistoïde.

Mais au fait, n'oublions pas la solution finale d'Adolphe la Cervelle, la solution à tous nos problèmes avec les « terroristes-racailles-mutants irrécupérables » car c'est bien le but de toute cette réquisition complotée des calibres 12 et des egos dominateurs.

« La transportation « ... » de 1 à 3 millions d'islamo-racailles de pratiquants trop démonstratifs en Guyane ».

« Chaque jour, 50 gros porteurs décolleront, emportant en moyenne 15 000...(personnes)... regroupées par notre police. »

« En 3 mois, un million de suspects seront extraits de notre corps social » (page 49-50) (à noter qu'il n'y a pour l'heure que 250 000 habitants en Guyane à qui Crevelle ne demande pas leur avis.)

On voit là que les chartes Pasqua, la rafle du Vel'd'hiv ou le programme Marine, c'est encore petit bras pour monsieur la Cervelle. Mais attention, hein, on n'est pas nazis, non : « Ils seront libres de leurs mouvements » et nantis de « 400 euro par mois ». Mais néanmoins logés, nécessité oblige, dans des baraques en bois.

Et pour les résistants antifascistes, les vrais rouges, les vrais anars c'est la Nouvelle-Calédonie comme en 1871 ?

Bon, La Cervelle est sans doute conscient de l'irréalisme de son programme. S'en fout. S'est défoulé. Contre les musulmans et indirectement contre Taubira. (Guyanaise).

Quant à la « démocratie directe » dont parle Crevelle dans plusieurs de ses programmes, elle est vraiment très très spéciale. A Paris et à l'Île de France-Champagne, seul territoire relevant du gouvernement central, tous les partis habituels pourraient aller aux élections.

Par contre seuls les partis « anti-système » pourraient se présenter dans les provinces autonomes : soit les identitaires, les écolos, les régionalistes, les chasseurs, les décroissants...

Mieux encore : on voterait selon l'origine de chacun dans sa région d'origine : le St Ponais né en Bourgogne devra voter en Bourgogne, le salvetois d'origine parisienne à Paris. Et réciproquement. Etre né en « Occitanie » nous fait il occitan ? Alors il y a des arabes et des noirs occitans !

Trois générations d'une famille qui vivrait ensemble dans une province devraient voter dans 3 autres provinces différentes (ou plus) en fonctions des lieux de naissance de chacun. Les pieds noirs devraient donc voter en Algérie ? Qui est « Corse » ? Qui est « Breton » ? Au bout de combien d'années ou de générations ? Et les français nés à l'étranger ?

Et...et ... bon, ne demandez pas à un facho d'être au top en matière de démocratie et d'élections.

Car n'est ce pas dans la Cervelle de la Cervelle.. le pouvoir est au bout d'un fusil de chasse et non pas des urnes.

CONFUSIONNISMES

chassez le naturel

Un certain nombre de thèmes, comme par exemple celui de l'inquiétude face aux méfaits sociaux et environnementaux du capitalisme, ou encore la préférence pour des organisations à échelle plus petite que nationale ou européenne, se retrouvent articulés tant par l'extrême droite que par l'extrême gauche. Ce qui permet à beaucoup de soupirer « Eh oui, les extrêmes se touchent », puis de renvoyer l'un et l'autre dos à dos – ou bien même, pour qui aspire à la décroissance, à aller s'engloutir, yeux fermés et narines pincées, dans le giron accueillant d'une Marine le Pen.

Ces thèmes-passerelle sont volontiers ceux que l'on nomme « confusionnistes ».

Toutefois, il semble préférable de réserver l'emploi de ce terme à des stratégies menées cyniquement par l'extrême droite pour draguer du côté de la gauche. On se retrouve donc devant un problème : car l'extrême droite n'est pas uniquement cynique et stratège.

On peut certes à bon droit considérer comme de la pure stratégie un usage pervers du terme « laïcité » lorsqu'il ne sert qu'à se répandre en propos haineux sur l'Islam. C'est le cas sur le site de la Ligue du Midi, nommé « Riposte Laïque ». Ou encore lorsque la « liberté d'expression » est invoquée pour défendre des propos de haine ou d'appel au meurtre.

Mais nous voulons parler de quelques autres de ces thèmes-passerelle, des thèmes qui sont partie intégrante de discours d'extrême droite dans leur version confusionniste, qui sont des éléments constitutifs des montages idéologiques qui les soutiennent, et qui sont de ce fait articulés par leurs adeptes de manière complètement sincère.

Il s'agit de montrer à partir de quelques-uns de ces thèmes comment ce n'est qu'en apparence qu'ils nous seraient « communs » avec la droite extrême. En effet, tant au niveau de la manière d'énoncer les problèmes, toujours grosse de l'idéologie sous-jacente, que des remèdes proposés, l'écart est là, un gouffre.

I : « La nature », le « naturel » :

L'apologie de la « nature », et de son petit frère le « naturel », constitue un thème de choix pour les confusionnistes de la tendance vert-brun.

La dite nature, ou encore l'ordre naturel, seront toujours présentées comme quelque chose qui est, et demeure immuable, mais dont nous nous serions écartés, et auquel il convient de faire retour.

Dans la plupart des cas, lorsque l'extrême droite parle d'un ordre naturel, elle parle d'un ordre qui est en fait le produit de l'histoire, d'une certaine histoire, et qui ne doit rien à la physique ou à la biologie en tant que telles. Elle naturalise un ordre historique dans la mesure où c'est un ordre ancien auquel elle souhaiterait faire retour. Ainsi, la notion d'« ordre naturel » soutiendra dans l'extrême droite une stricte répartition des rôles entre homme et femme.

Cela permet également de considérer tout progrès comme *a priori* suspect. Ainsi, au nom d'un « ordre naturel », on va pouvoir stigmatiser péle-mêle loi Taubira, accès à l'avortement, « transhumanisme », P.M.A., et autres produits de la science, assimilée toute entière à la technologie. La notion d'« ordre naturel » va souvent jusqu'à la défense de la famille patriarcale, bien sûr hétéronormée, ou même, comme chez les Brigandes, de celle de la monarchie de droit divin.

On se demande bien du reste pourquoi ce serait la famille patriarcale qui serait « naturelle » et non le libre exercice de la sexualité. Mais c'est comme cela.

« Nature », c'est aussi ce qu'on invoque pour enfourcher le cheval de la cause écologiste, dont les confusionnistes s'emploient depuis des

années à brouiller revendications et enjeux. La stratégie est d'autant plus efficace lorsque, comme dans le cas de Pierre Rahbi, les mouvements qu'ils infiltrent sont dépolitisés, et proposent, aux problèmes globaux qu'ils soulèvent, des solutions individuelles.

Et la promotion du bio, en particulier sur un mode prescriptif, peut prendre plus d'un tour. L'extrême droite confusionniste vise avec cela, non pas à éviter la malbouffe, encore moins à déplorer la condition des travailleurs de l'agro-industriel, mais à promouvoir l'autarcie. Il s'agit d'une idéologie qui cherche à conforter les thèmes identitaires de terroir et d'enracinement, et tend à considérer l'échange et la circulation, circuits courts exceptés, comme le mal suprême : tendanciellement, dans cette orientation, le territoire est pour les hommes qui l'habitent un milieu naturel si et seulement si c'est ce territoire et lui seul qui leur procure leurs moyens de subsistance. Et l'homme concret, pour être homme, conformément à sa nature d'homme, doit bien sûr, comme toutes les espèces naturelles, vivre dans le milieu qui lui est naturel, c'est-à-dire la niche écologique dont il tire sa subsistance. Réciproquement, un homme qui ne se procure pas ses moyens de subsistance sur le territoire qu'il habite est étranger à ce territoire. C'est un étranger ou un cosmopolite. C'est un parasite sur ce territoire. Ainsi se définit l'autochtone qui seul a légitimité à occuper une parcelle du territoire.

Dans le même paradigme que « la nature », on trouve aussi l'apologie du **rural** et du **bonheur simple**. Le bonheur simple, c'est le « mieux-vivre », le « bien-vivre », la « bonne vie d'homme libre » « en intimité avec la création toute entière » (Plaquette Blondeau-Crevelle, voir plus loin). A la campagne, bien entendu, et pour certains, on parfumerait de quelques effluves nostalgiques des années 68 et de ses hippies, avec quelques oeillades aux zadistes, au son de la guitare, et en rupture avec les faux besoins engendrés par la publicité.

En contrepoint du « naturel », les « métropoles mondialisées ».

A l'autre pôle, on aura « La ville ». C'est le géographe Christophe Guilluy qui le premier, dans son ouvrage « Fractures françaises » (ed. François Bourin 2010, puis ed. Champs Flammarion 2013), a introduit, sur une base prétendument géographico-sociologique, cette opposition entre des « centres-villes » et une « France périphérique ». Les « centre-villes » sont peuplés de bobos fervents apôtres du multi-culturalisme. La France périphérique, ou « France d'en bas » est, elle, peuplée de petits travailleurs blancs natifs, « autochtones », et pauvres, à qui les bobos imposent d'autorité sur leur territoire, et sans avoir eux-mêmes à la subir la présence de voisins immigrés. Cette « France d'en bas » composée de péri-urbains et ruraux, reléguée, rejetée, ignorée par la « France d'en haut », et à qui la couleur de sa peau (sa « culture », dit-il) ne donne plus aucun privilège sur des voisins proches immigrés envahissant son territoire, Christophe Guilluy s'en instaure le porte-parole et le défenseur. Le vote FN serait de la part de la « France d'en bas » une manifestation de contre-culture.



En 2017, dans la prose de Guilluy, les « centre-villes » sont devenues des « métropoles mondialisées ». Les « cultures » de la France périphérique se sont explicitement racialisées pour devenir des « ethno-cultures ». Le vote F.N. est devenu une réaction légitime de la France d'en bas à la violence qu'elle subit du fait du mépris dont elle est l'objet de la part des élites bourgeoises de gauche des centres-villes, et de ce que ces dernières lui imposent.

Ce qui donne, à brève échéance, et c'est sous cette forme qu'on le trouvera, tant chez Rodolphe Crevelle, que dans la plaquette Blondeau-Crevelle : la « ville -citadelle », peuplée d'une « bourgeoisie américanisée » drapée dans sa supériorité, qui a capté pouvoir politique, bien-pensance et richesses, peuplée aussi d'immigrés qu'ils exploitent, opposée à une campagne, toujours nommée « France périphérique », ou « France invisible », mais peuplée ici d'une classe populaire de non-intégrés autochtones, où jeunes, retraités, tous, n'ont plus qu'à ruminer leur exclusion. Et, on peut le supposer, dont le vote FN sera de même tout aussi légitimé.

II Le rejet de la classe politique, et la revendication pour une démocratie directe

Les confusionnistes n'ont que le mot de « démocratie » à la bouche. Mais alors, une démocratie vraiment populaire – la démocratie basée pour certains sur une proportionnelle intégrale, pour d'autres sur une généralisation du référendum, pour d'autres encore sur le tirage au sort.

Le maître à penser en est Etienne Chouard. Celui-ci prône l'abrogation de la Vème république. Il réclame aussi, se référant abondamment à la démocratie athénienne, la généralisation de la procédure du tirage au sort, façon jury d'assises, qui servira à former une assemblée constituante, et servirait aussi à mettre en place les responsables politiques, qui fonctionneraient sur le mode du mandat impératif - la totalité des lois devant par ailleurs être votées par référendum.

Ce qui est en cause dans ces refus de la démocratie représentative, c'est la notion même de représentation. Une représentation, c'est peu ou prou toujours une image, pieuse comme elles le sont toutes, pas toujours assez pieuse pour les tenants du « tous pourris », certes.

Il y a quelques raisons de regarder la chose de la représentation avec défiance. Mais comment expliquer le fait que de farouches défenseurs de la démocratie directe, qu'on percevait de prime abord comme encore plus démocratique qu'une autre, aient comme grands hommes, comme modèles, Vladimir Poutine ou Donald Trump ?

C'est qu'on a affaire, avec ces soit disant démocrates, non à une remise en question de la figure du pouvoir, non à une mise en cause du principe de la représentation, mais à une simple substitution. Une autre figure du pouvoir, une autre forme de la représentation : non plus l'entité abstraite que crée la démocratie représentative, mais un homme en chair et en os, (un « échantillon », en cas de tirage au sort), un homme en 3D, avec ses colères, caprices et coups de tête, qui se moque bien des appareils institutionnels en place. Un homme « naturel », pas un homme abstrait.

Le culte du chef s'avère ici le pendant du goût pour la démocratie directe.

Et « l'humain » qui nous est brandi à tour de bras avec cette « sécession de notre France périphérique » du programme Blondeau-Crevelle, sécession donc du « petit blanc pauvre », n'est plus l'homme des Droits de l'homme, mais l'homme aussi homme et aussi con que vous et moi. L'« homme libre », là où on le trouvera, et là seulement, c'est au pouvoir. Quant aux autres, étant donné la forme d'autorité étatique que présupposent les propositions de l'extrême droite, il ne leur restera qu'à se tenir à carreau – et avec soin, car toutes les autres institutions qui de nos jours peuvent quand même s'avérer parfois des recours auront été elles aussi balayées.

Crevelle, dans son programme de 2017 comme dans la brochure Blondeau-Crevelle, ajoute à cela une revendication contre la centralisation, et veut reconstituer des unités politiques plus petites (commune, région). Toutefois, tout dans son programme 2017 fait appel sur un Etat fort.

III. La lutte contre le capitalisme mondialisé.

Là, on est plutôt dans la tendance « rouge-brun », avec Alain Soral, qui dans « *Comprendre l'Empire : Demain la gouvernance globale ou la révolte des Nations ?* » (Paris, ed. Blanche, 2011), oppose le nationalisme à ce qu'il nomme l'« Empire », qui regrouperait les banques, la franc-maçonnerie, la bourgeoisie, le protestantisme, Israël et les États-Unis, le tout véhiculant sa domination par le mondialisme, « *projet idéologique visant à instaurer un gouvernement mondial et à dissoudre en conséquence les nations, sous prétexte de paix universelle.* »

L'antisémitisme s'avèrera constituer, de manière de plus en plus affirmée avec les années, le socle du montage de Soral, pour qui assez rapidement tout devient fort simple (cf Joël Labryère) : Israël est le vrai maître du monde, le pouvoir financier qui nous domine et nous exploite est entre les mains des juifs, Auschwitz est le mensonge central qui articule le complot juif universel.

Dans l'entourage de Soral, plutôt que de parler de capitalisme, on préfère se déclarer « anti-système », ce qui permet d'éviter de préciser de quoi on parle : car sous ce vocable on peut englober tout aussi bien le mode de production capitaliste que n'importe quoi d'autre – le but étant de pouvoir se poser en révolutionnaires, ou en résistants, sans trop avoir à s'expliquer. Le « système » est là comme un gros bloc homogène où on ne fait pas le détail – à peu près l'inverse en fait d'une structure, dont on peut s'employer à analyser le fonctionnement.

Comment du reste décrire un tel fonctionnement, lorsque tout rapport de classe, de domination ou d'exploitation s'est trouvé d'emblée « naturalisé », donc nié comme tel ?

Un discours anticapitaliste centré d'un noyau dur d'antisémitisme qui le gangrène, cela ne date pas d'hier. L'antisémitisme s'est au XIXème siècle fort bien porté à l'extrême gauche (cf. Proudhon).

On peut encore parfois en observer des vestiges, replâtrés aux couleurs d'une critique de la politique de Benjamin Netanyahu. Quand c'est le cas, la forme, celle d'une attaque virulente contre « Israël », est virulente, insistante. Ce qui fait qu'on peut tout à fait craindre que le thème antisémite s'avère lui aussi une passerelle.

Toutefois, même si Soral est pour beaucoup une référence importante, l'antisémitisme n'est thème constitutif du montage, du moins de manière explicite, que chez une certaine partie des confusionnistes. D'autres se contenteront de l'Amérique. Mais chez tous, c'est essentiellement l'aspect mondialisé qui dérange ; un capitalisme qui serait national ne soulève aucune critique.

Rodolphe Crevelle quant à lui prétend lutter contre la « sauvagerie sociale du capitalisme mondialisé », et « récupérer les millions d'emplois perdus » grâce à l'agriculture paysanne et à la petite entreprise individuelle - encore un retour, à Pujade, à Pétain, à la terre, et à tout ce qui se sera éloigné des « miasmes de la modernité » - c'est ainsi qu'il dénomme quelques méfaits du capitalisme.

Plusieurs griefs viennent donc s'empiler : cosmopolitisme, hors-territoire + modernité, technologie. Contre nature, en quelque sorte.

Un peu court comme analyse du mode de production capitaliste. Et nulle proposition allant dans le sens d'une appropriation collective des moyens de production.

Cet anticapitalisme- là, l'anticapitalisme de droite, lui non plus,

ne date pas d'hier, et Philippe Pétain lui-même...

Symptôme : on pourrait s'étonner que la proposition d'instaurer un Revenu universel de base (attention : sur le territoire national uniquement, et pour les « de souche ») se trouve si bien représentée chez des gens qui affichent haut leur anti-capitalisme. Des vœux à l'engrais sont quelque part payés pour consommer ce que d'autres à l'autre bout du monde sont payés à fabriquer, mais là payés tout juste de quoi ne pas immédiatement mourir de faim de manière à pouvoir recommencer le lendemain, tandis que tinte et s'empile la plus-value et que tourne tourne la machine : l'obscénité d'une telle proposition frapperait quiconque qui se serait un peu essayé, aidé de Marx, à se demander ce qu'il en est du fonctionnement de la machine capitaliste, et a

fortiori quiconque un peu désireux de voir ce fonctionnement s'enrayer. Mais Etienne Chouard et Rodolphe Crevelle revendiquent tous deux pour l'instauration d'un RUB.

Conclusion : la glu confusionniste

Alors quoi ? Devrions-nous, sous prétexte que tous ces thèmes sont brandis par l'extrême droite, ne plus être écologistes, cultiver au Roundup et nous gaver de barres pâtisseries ?

Devrions-nous quitter civilement et joyeusement nos couettes douillettes pour aller exercer notre souveraine liberté de citoyens responsables et déposer dans l'urne municipale « Macron » pour éviter « Marine Le Pen », ou l'inverse ?

Devrions-nous, surtout, renoncer à lutter contre les méfaits d'un capitalisme triomphant, par les moyens qui sont les nôtres et sur les bases qui sont les nôtres, celles de la lutte de classes ?

Certainement pas, et cela d'autant moins que nous considérons que la situation de « crise » qui fait le lit de l'extrême droite est aussi un aliment de choix pour la machine capitaliste, qui la produit cycliquement de manière nécessaire, et pour qui de plus toute crise économique joue comme une cure de jouvence.

Il faut lutter d'autant plus maintenant. Mais pas avec eux.

Car, on l'a vu ici, qui dit A dit B, et adhérer à un des thèmes évoqués en acceptant les termes dans lesquels il est énoncé par les confusionnistes emporte à moyenne échéance adhésion à l'ensemble du montage.

Donc, l'appel fait par nombre de confusionnistes à une quelconque « convergence des luttes », Rodolphe Crevelle pour sa part parlera de « fusionnisme », laissant, dit-il, le « con » à ceux qui sont contre, n'a pour mobile, et n'aura pour effet, que de recruter toujours plus vers l'extrême droite.

La plupart des auteurs cités ont des parcours politiques sinués qui les ont fait aller de l'extrême gauche à l'extrême droite (mais pas l'inverse) sans même parfois qu'ils s'en rendent compte.

Le contenu de la plaquette-programme de huit pages distribuée aux maires par Pierre Blondeau, militant local d'extrême gauche, mais pour l'occasion allié à Rodolphe Crevelle, dans le cadre de la promotion de la candidature de Hugues Aufray et de la « France Invisible » aux présidentielles de 2017, a été réalisé pour l'essentiel à coup de coupés- copiés--collés, par endroits par paragraphes entiers, à partir du programme pour les présidentielles 2017 de Rodolphe Crevelle (programme de 163 pages, 53 articles et 5 annexes, téléchargeable en ligne sur le site <https://lelysnor.wordpress.com/>).

On y retrouvera tous les thèmes que nous avons énumérés.

« Je défie quiconque de trouver quoi que ce soit de facho dans ce programme », disait Pierre Blondeau à propos du contenu de cette plaquette. Défi relevé.



L'actu du Cul Cul Clan

Arrivé en juillet 2015 à La Salvetat sur Agout, le groupe Ultra Sixties-Brigandes se présentait comme une communauté de jeunes nostalgiques du bon vieux temps passé et de la bonne vieille variété française. Le côté fachos n'a pas tardé à apparaître avec le répertoire des Brigandes, tout aussi nostalgique, mais davantage de Philippe Pétain que de Cloclo.

La mue continue, et une fois bien installé dans son petit nid voilà le Clan qui s'affirme dans ses velléités de combattants de la réaction, et qui s'affiche, comme tel.

Désormais plus de finasseries avec des petits noms, c'est LE CLAN. Premier clan de la « Nation Libre », qui fonde sa première cité, sa capitale en quelque sorte, sa Nova Polis, comme disent les claneux, à La Salvetat. « *c'est un acte de rupture. C'est l'amorce de la séparation de l'humanité en deux races distinctes [...] d'un côté la masse soumise aux autorités et de l'autre, une minorité qui aspire à une vie radicalement autre* » (site des Brigandes). Qu'on se le dise !

Le Clan se promène

En octobre 2016, le Clan est allé voir ce qu'il rêve peut-être de voir advenir par ici, « *la seule guerre d'indépendance contre l'oligarchie mondialiste menée en Europe* ». Super !

C'est à dire l'intervention armée de



Il m'a aimé toute la nuit mon légionnaire...

fait vibrer, le Clan, les gros poilus en armes. Ça le met en transe, le Clan, de se faire tirer le portrait kalachnikov en main. Trop jeunes, ils et elles avaient manqué la guerre en Yougoslavie, pas pu sentir la mort dans les ruines fumantes de Sarajevo, pas vu les charniers de Srebrenica... ils allaient pas rater celle-là, non ?

Bon, mauvaise nouvelle, ils et elles sont rentré(e)s.

Le Clan chante

En avril dernier, le Clan est allé chanter chez ses amis nationalistes du PNF, Parti Nationaliste Français. Toute une bande de jeunes gars et jeunes filles qui rêvent comme notre Cul Cul Clan de voir leur Nation, avec un grand NA, être la plus forte, la plus belle, la plus conquérante. Et vous savez pourquoi leur nation est la plus mieux ? C'est parce que le hasard les y a fait naître. Ça vous la coupe !

Les nouvelles Salvetoises :

Le Clan, qui avait déjà deux têtes, vient de s'en rajouter une troisième. Après les Ultra Sixties pour draguer les papis et les mamies boumeurs, les Brigandes pour plaire à la fachosphère, voilà les Salvetoises pour les benêts, ou le « *maire débonnaire* » (rime riche, bravo).

Nos Brigandes tombent le masque et présentent, dans un nouveau clip des plus ringards, leur nouveau visage.

Accoutrées en « damoiselles », se balançant d'une fesse sur l'autre sur la margelle d'un puits médiéval, elles déroulent une rengaine ridicule. Elles y expriment sans complexe leur vision de leurs concitoyens salvetois : des ploucs folklorisés, qui se la « *coulent douce* » indifférents au monde, « *contents quand dieu est*

occitan », « *toujours amis avec ou un cop de bi* » (en bon occitan : *un cop de vin*).

Quant aux salvetoises de « souche » (gros vote FN aux élections), elles les voient comme des « *commères* » qui se font cager en hiver, et « *déblatèrent* ».

Pour celles qui, malgré l'ennui, qui selon les Brigandes semble habiter ces lieux, auraient conservé leur virginité, nos chanteuses appellent les visiteurs « *anglais ou flamands* » de bien vouloir se charger de ces pauvres femelles, errant au bord du lac de la Raviège.

Décidément avec le Cul Cul Clan on est jamais déçu. Encore ! Encore !

C'est où les toilettes :

Ah, ils sont balèzes ceux et celles du Clan. Voilà qu'avec leur dernier clip « *Merkel muss weg* » « *Merket dégage* », ils m'amènent à défendre la mère Merkel.

Pourtant si y en a une que j'ai pas envie de défendre c'est bien Angela. Sur-tout après ce qu'elle, et son ministre des finances, ont fait subir au peuple grec.

Mais ce dernier clip est tellement haineux vis-à-vis des musulmans qu'un brin de compassion vous vient pour celle qui a accepté de recueillir dans son pays plusieurs dizaines de milliers de persécutés par Daesh et Assad.

Car c'est bien ça qu'ils lui reprochent à la Merkel, ceux du Clan, sa compassion - même si quelques calculs mesquins ont aussi contribué, on le sait, à sa décision. (Economiques notamment).

Ils lui reprochent de ne pas avoir cédé à la pression mise sur l'opinion par ses fachos à elle, ses PEGIDA ou autres néonazis identitaires, qu'admire tant le Clan.

Faut croire qu'ils crèvent de trouille nos claneux et claneuses quand ils voient un musulman, ou un arabe, pour oser illustrer leurs fantasmes par des courses de Brigandes dans les rues de La Salvetat, en chantant des imprécations haineuses.

Ils profitent d'ailleurs de ce défouloir haineux contre les arabes pour glisser un petit couplet contre les juifs (pourquoi s'en priver ?) Oh de façon subliminale, en douce, comme ils en ont l'habitude, en illustrant par des images du procès de Nuremberg un couplet reprochant à « l'Europe » sûrement, aux démocrates à coup sûr, de culpabiliser ce pauvre peuple allemand..

Quand même, faudrait arrêter avec ces vieilles histoires de génocide et d'hécatombes, on ne peut pas accepter des arabes aujourd'hui parce que nos héros ont éliminé 6 millions de juifs hier,



T'as le look coco !!!

nationalistes russes, en Ukraine, dans le Donbass, pour s'étriper avec les nationalistes Ukrainiens. Tu parles d'un choix !

En tous cas, le Clan, lui, ça le botte les ruines, les babouchkas en loques. Ça le

qu'elles pensent nos claneuses.
Beurk c'est où les toilettes ?
(Source le site des Brigandes)

Pris par la patrouille... :

Ça a bien failli marcher, mais la vigilance des anti-fascistes salvetois a soulevé le lièvre Brigand.

Le Clan, qui fait du trotskysme sans le savoir (mais peut-être l'admire-t-il après tout ? Crevelle se réfère bien à Lénine, lui) et qui s'est déjà introduit dans l'association "L'art dans tous ses états", vient de tenter, en loucedé, de noyauter le « Festival de poésie sauvage », organisé par la même association les 11,12 et 13 août prochains à La Salvetat.

Adeptes de l'entrisme qui l'aurait cru ?

Et alors, un culot à tout épreuve ! Le thème de l'édition 2017 est la poésie africaine avec comme invité d'honneur Gabriel Okoundji, poète congolais, ainsi que le chanteur américano-sénégalais Akon. Présences qui auraient du faire fuir le clan, lui qui adresse en chanson, aux émigrés en général et aux africains en particulier, un « *Fous le camp* » catégorique et menaçant. Mais comme le disait encore Lénine, séduire les « idiots utiles » est nécessaire pour aboutir à ses fins qui justifient, pour le Clan aussi, tous les moyens.

Et il y met les moyens, le Clan, pour séduire les salvetoises, et salvetois, même de gauche. Sponsor du festival, rien que ça qu'il se voulait le Clan. Mais trop gourmand apparemment car il a voulu faire apparaître sur les flyers le logo de sa société de production « Barka production », celle qui produit les Ultra-sixties, les Brigandes et les Salvetoises.

Bien sûr les vilains anti-fascistes locaux ont bondi, surtout ceux qui étaient intervenants dans le festival et qui se retrouvaient en position de faire-valoir du Cul Cul Clan. Tu parles !

Et pas qu'eux, les poètes, africains et pas africains, à qui les vilains anti-fa, toujours eux, avaient conseillé le visionnage de quelques vidéos des Brigandes, ont bondi tout aussi haut. Tu m'étonnes !

Bon, les organisateurs apparemment trompés par une maquettiste du Clan, ont réparé l'outrage en détruisant les 2500 flyers et promis juré qu'on ne les y prendrait plus.

On verra !

Photo de famille

Retrouvée dans les archives du CCC les grands mamans Brigandes en tenue de ville. C'est vrai qu' y a comme un air de... famille.



Lou Toulun

Quelle que soit la raison

Dans notre réflexion collective sur la nécessité de ne pas laisser les extrêmes droites retrouver un espace politique capable de modifier nos vies quotidiennes, il est apparu que si nous étions tous d'accord sur cette nécessité, les raisons en étaient multiples. Cette diversité nous semblait aussi intéressante à explorer et expliciter.

Voici donc un texte, d'un membre du collectif sur les raisons de son engagement. D'autres suivront dans un prochain numéro.

Quelle que soit l'action entreprise, il n'existe pas de « raisons bonnes ». Mais il existe toujours des bonnes raisons, bonnes en ce qu'elles sont siennes, et liées profondément à votre histoire propre, à ce qui vous a construit et vous fait tenir et avancer comme sujet désirable, ce qui vous cause comme tel.

Ma bonne raison à moi d'avoir souhaité ce Collectif des antifascistes, et d'écrire et agir dans son cadre, n'est pas comme pour certains la peur. C'est l'inquiétude, qui est une sensation bien différente. Mais une inquiétude majeure – et, en fait, un carrefour d'inquiétudes. Il y a la première inquiétude, presque phobique, celle qui me saisit en face de toute manifestation consensuelle, de foule, la même qui m'attrapait lorsque, en ville, les jours de matchs de foot, une grosse clameur de cris et de klaxons montait de la rue pour saluer les buts marqués par l'équipe de France. Celle-ci remonte des poubelles de l'histoire. Elle est terrible, et cela quel que soit le « tous ensemble » autour duquel cette foule s'est agglomérée – mais elle est peut-être encore pire lorsque le « tous ensemble » se constitue au-dessous de la ceinture d'une brasserie pourvue des insignes de la virilité. Au secours. Tous ensemble ? Oh non, pas tous, quand même, non, ce serait trop affreux.

Vient grossir le flot de cette première inquiétude une seconde, celle d'un « m'enfin », plus très sûr de lui lorsqu'on est seul, un peu davantage lorsqu'on peut échanger avec quelques autres : c'est lorsque viennent s'ouvrir des brèches dans ce qui faisait pour moi mon cadre symbolique de subjectivation, à savoir tout ce petit appareil de lois et principes, le droit d'asile, le respect par-dessus tout de la vie humaine à sauver à tout prix, la présomption d'innocence, le fait que seuls des actes (et bien répertoriés) puissent constituer un délit, et non de supposées intentions ; et puis aussi un droit pourrait-on dire à la « non-transparence », au secret, droit de non-ingérence dans la vie privée. Et quelques autres droits, que je savais avoir été établis un jour, souvent au prix fort de luttes meurtrières, mais que je croyais d'autant plus immuables désormais. Et puis non, et cela quand bien même les lois et principes resteraient officiellement en vigueur. Et là, comme dans le cas de n'importe quel « Tu avais dit » dénié ou bafoué, l'inquiétude verserait presque à la terreur.

Et puis il y a encore autre chose : chaque fois qu'une identité collective vient à se constituer à partir d'un point d'exception dont il conviendrait de se défaire pour que tout aille bien, famille qui pour pouvoir exister comme telle demande la mise à l'écart en lieu clos d'un de ses membres, enfant ou vieillard, société qui relègue ses déviants en prison, « nation » qui désigne « l'étranger » comme le fauteur de troubles sans qui tout irait au mieux, ou toute mise à l'écart, au nom d'un « bien commun », chaque fois donc, par la faute de quelque aléa d'historiette personnelle sans doute, un prurit identitaire me saisit à mon tour, mais du « mauvais » côté, du côté de celui qu'on envoie à la relègue. Identification fort douloureuse, mais complètement improductive, de nulle utilité lorsqu'il s'agirait bien plutôt de contrer efficacement la constitution de telles collectivités. Et, là encore, en ces temps où l'identitaire a le verbe haut, que quelques autres soient là alors, et moins sujets que moi à sauter avec dans le wagon direction camp, permet de relever le défi, et de lutter.